

Accord interprofessionnel

**OUVERTURE DOMINICALE ET DÉVELOPPEMENT
(Zone commerciale de Plan-de-Campagne)**

ACCORD DE MÉTHODE DU 24 JANVIER 2007
RELATIF À L'APPLICATION DU DROIT COMMUN CONCERNANT L'OUVERTURE DOMINICALE ET AU DÉVELOPPEMENT DANS LA ZONE COMMERCIALE DE PLAN-DE-CAMPAGNE

NOR : ASET0751045M

Entre :

L'UPE 13,

D'une part, et

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Prenant acte de l'échéance de l'accord du 23 janvier 2002 sur l'ouverture du dimanche sur la zone commerciale de Plan-de-Campagne, les signataires décident d'engager immédiatement des négociations pour revenir progressivement et définitivement au régime de droit commun en matière d'ouverture dominicale au fur et à mesure de la nécessaire modernisation de ladite zone.

Cette modernisation sera conçue dans le cadre d'un programme d'investissements notamment pour la diversification de ses activités, de sa sécurisation, et de son accessibilité.

A cet effet le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, à la demande des partenaires sociaux, réunira, dans un délai de 2 mois à compter de la signature du présent accord, les collectivités territoriales, les services compétents de l'Etat et les investisseurs privés pour mettre en place un programme d'investissements portant sur la diversification des activités, la sécurisation et l'accessibilité de la zone ainsi qu'un programme de réalisation d'infrastructures qui sera à même de garantir la pérennité de la zone de Plan-de-Campagne.

En particulier pour atténuer les conséquences sur le chiffre d'affaires des entreprises du retour au droit commun concernant le repos dominical, le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, à la demande des partenaires sociaux, rencontrera les propriétaires et les investisseurs afin d'étudier les possibilités de révision des loyers ainsi que les collectivités territoriales dans le but de déterminer les possibilités d'allègements de la taxe professionnelle et des taxes foncières.

Au terme du délai visé ci-dessus le comité de pilotage se réunira et examinera, avec l'aide de tout expert qu'il jugera utile, le contenu des programmes portant sur la diversification des activités, la sécurisation et l'accessibilité de la zone et sur la réalisation des infrastructures destinées à garantir la pérennité de la zone de Plan-de-Campagne.

Si le comité de pilotage estime que le contenu de ces programmes ne garantit pas la pérennité de la zone sur les plans social et économique, le présent accord deviendrait nul et non avenue.

Dans le cas où le comité de pilotage estimerait le contenu de ces programmes satisfaisant et à hauteur des enjeux sociaux et économiques, il :

- fixera une date butoir de retour au régime de droit commun en matière d'ouverture dominicale ;
- établira un calendrier de réduction du nombre d'ouvertures dominicales portant sur 10 dimanches dans cette période ;
- examinera l'actualisation des contreparties prévues par l'accord du 23 janvier 2002.

Pendant toute la période courant jusqu'à la date butoir telle que précisée ci-dessus, ces compensations économiques seront conditionnées au maintien du niveau de l'emploi et des contreparties prévues par l'accord du 23 janvier 2002.

Les partenaires sociaux mettront à profit cette période en vue d'étudier, au cas par cas, les incidences de cette réorganisation sur l'emploi dans les entreprises de Plan-de-Campagne, avec l'appui des services de l'Etat et notamment la direction départementale de l'emploi et de la formation professionnelle et les services de l'emploi.

Les partenaires sociaux conviennent de se réunir dans le cadre d'un comité de pilotage dont le calendrier des réunions sera établi lors de la première séance qui devra être fixée au plus tard dans les 15 jours de la signature du présent accord, pour :

- apprécier le contenu des programmes portant sur la diversification des activités, la sécurisation et l'accessibilité de la zone et sur la réalisation des infrastructures destinées à garantir la pérennité de la zone ;
- faire le point sur l'état d'avancement du dossier tant sur le volet économique et social, que sur celui des investissements, ces deux volets étant indissociables et concomitants ;
- prendre toute décision qui s'avérerait nécessaire ;
- vérifier, à la date butoir de retour au régime de droit commun en matière d'ouverture dominicale, la mise en œuvre des programmes portant sur la diversification des activités, la sécurisation et l'accessibilité de la zone et sur la réalisation des infrastructures destinées à garantir la pérennité de la zone ;

- examiner lorsqu'il n'y aura plus de dérogation à l'ouverture dominicale en application sur la zone, à l'exception des dérogations dominicales accordées par les maires, la situation des salariés dont les conditions de travail auront été modifiées.

Le comité de pilotage sera composé de l'ensemble des partenaires sociaux. Toutefois les décisions du comité de pilotage seront prises à la majorité des partenaires signataires et à condition qu'elles aient recueilli le vote favorable d'au moins 2 représentants d'une organisation syndicale de salariés et d'au moins 1 représentant d'une organisation syndicale d'employeurs.

Sous réserve qu'elles obtiennent un arrêté de dérogation d'ouverture dominicale, les contreparties prévues par l'accord du 23 janvier 2002 et les dispositions du présent accord seront applicables :

- à toute entreprise de la zone de Plan-de-Campagne déjà bénéficiaire d'un arrêté de dérogation, ou en cours de renouvellement ;
- à toute entreprise nouvellement créée sur la zone de Plan-de-Campagne ;
- à toute entreprise ayant fait l'objet ou devant faire l'objet d'une cession de fonds de commerce ou d'un droit au bail sur la zone de Plan-de-Campagne ;
- à toute entreprise de la zone ayant procédé ou devant procéder à l'extension de ses locaux sur la zone de Plan-de-Campagne ;
- à toute entreprise de la zone procédant ou devant procéder à un transfert de locaux sur la zone de Plan-de-Campagne ;

Nonobstant la situation de Plan-de-Campagne, toute ouverture dominicale qui pourrait être accordée dans le département des Bouches-du-Rhône, dans un cadre légal, fera l'objet de contreparties particulières, au titre du travail les dimanches, négociées entre les parties signataires de la présente convention.

Fait à Marseille, le 24 janvier 2007.

(Suivent les signatures.)